

LA SEMAINE JURIDIQUE

ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

26 MAI 2025, HEBDOMADAIRE, N° 21 ISSN 1637-5114

2143

Déclassement anticipé du domaine public et vente immobilière

Faute de carre à Courchevel

CAA Lyon, 19 déc. 2024

Commentaire par Caroline Chamard-Heim



248 **Procédure contentieuse** - L'urgence en référé administratif : portée disparue ? (libres propos, D. Krzisch)

2141 **Administration / Citoyens** - L'intérêt à agir du contribuable local réaffirmé (CE, 20 déc. 2024, comm. R. Rombauts-chabrol)

2142 **Contrats / Commande publique** - Des obligations du titulaire du marché dans la transmission, au pouvoir adjudicateur, d'un mémoire en réclamation portant sur le décompte général du marché (TA Nancy, 14 nov. 2024, concl. L. Cabecas)

2150 **Droits fondamentaux** - Toute manifestation, même individuelle, doit-elle être déclarée ? (TA Paris, 11 avr. 2025, concl. V. Beaujard)

2151 **Fonctions publiques et RH** - Le droit de se taire dans le contentieux disciplinaire des établissements publics d'enseignement (étude R. Mesa)

2152 Le droit de se taire dans la fonction publique, une garantie neutralisable (CE, sect., 19 déc. 2024, comm. D. Jean-Pierre)

LA SEMAINE JURIDIQUE

JurisClasseur Périodique (JCP)

97^e année

Président directeur général,
Directeur de la publication :
ÉRIC BONNET-MAES

Directrice éditoriale :
SOPHIE COIN-DELEAU

Rédactrice en chef :
ANNE PELCRAN

Éditeur :
MAËL LECOMTE

Directeurs scientifiques :
DIDIER JEAN-PIERRE,
FLORIAN LINDITCH,
HÉLÈNE PAULIAT,
MICHAËL KARPENSCHIF

Correspondance :
sja@lexisnexis.fr

LEXISNEXIS SA
LA SEMAINE JURIDIQUE
(ÉD. ADMINISTRATIONS
ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)
141 RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15

Publicité :
CAROLINE SPIRE
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr
TÉL. : 01 45 58 93 56

Relations clients : TÉL. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr

Abonnement annuel 2025 :
• FRANCE (MÉTROPOLE) :
1 271,28 EUROS TTC (1 205 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :
1 340,00 EUROS HT

Prix de vente au numéro :
• FRANCE (MÉTROPOLE) :
37,98 EUROS TTC (36 € HT)
• DOM-TOM ET PAYS ÉTRANGERS :
36 EUROS HT

LEXISNEXIS SA
SA AU CAPITAL DE 1.584.800 EUROS
552 029 431 RCS PARIS

Principal associé :
REED ELSEVIER FRANCE SA

Siège social :
141 RUE DE JAVEL
75747 PARIS CEDEX 15

Imprimerie :
SPRINT
PARC INDUSTRIEL EURONORD
10 RUE DU PARC
31150 BRUGUIÈRES

Dépôt légal : à parution

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : $P_{TOT} = 0,01 \text{ kg / tonne}$



Photo de couverture : ah_fotobox
iStock / Getty Images Plus

LES AUTEURS DE LA SEMAINE



Vivien Beaujard, rapporteur public au tribunal administratif de Paris.



Paul-Maxence Murgue-Varoquier, docteur en droit public, université Jean-Moulin Lyon 3, chercheur associé – EDPL/IEA.

Laëtitia Cabecas, rapporteure publique au tribunal administratif de Nancy.



Caroline Chamard-Heim, professeure de droit public, EDPL-IEA (EA 666), université Jean-Moulin Lyon 3.



Virginie Restino, rapporteur public à la CAA de Toulouse.



Didier Jean-Pierre, professeur agrégé de Droit public, Centre de Recherches administratives, université d'Aix-Marseille.



Tiphaine Rombauts-Chabrol, maître de conférences en droit public, membre du CDED YS (UR 4216, université de Perpignan Via Domitia), chercheur associé au CREAM (UR 2038, université de Montpellier).



Delphine Krzisch, avocate.



Christophe Roux, professeur de droit public, directeur de l'EDPL (EA 666), université Jean-Moulin Lyon 3.



Rodolphe Mesa, maître de conférences HDR en droit privé et sciences criminelles, université du Littoral.



Philippe Yolka, professeur de droit public, chercheur associé – EDPL/IEA, université Grenoble – Alpes.

Sommaire

Actualités

page 2

Libres propos, Delphine KRZISCH, L'urgence en référé administratif : portée disparue ? p. 2, L'information en continu p. 4

Administration / Citoyens

page 8

- 2141 **Commentaire** Tiphaine ROMBAUTS-CHABROL - L'intérêt à agir du contribuable local réaffirmé (CE, 20 déc. 2024, n° 466130, M. C. c. CCAS de La Possession : Lebon T. ; JCP A 2025, act. 14)

Contrats / Commande publique

page 11

- 2142 **Conclusions** Laëtitia CABECAS - Des obligations du titulaire du marché dans la transmission, au pouvoir adjudicateur, d'un mémoire en réclamation portant sur le décompte général du marché (TA Nancy, 14 nov. 2024, n° 2103464, sté L.)

Domaine / Patrimoine

page 14

- 2143 **Commentaire** Caroline CHAMARD-HEIM - Déclassement anticipé du domaine public et vente immobilière, Faute de carre à Courchevel (CAA Lyon, 19 déc. 2024, n° 23LY00783, B. c/ Cne Courchevel)
- 2144 **À noter également** Christophe ROUX - Mise en concurrence domaniale : florilèges de début d'année (CAA Marseille, 24 janv. 2025, n° 23MA02041, Sté Ecoloc Cassis ; Contrats-Marchés publ. 2025, comm. 114, CAA Marseille, 28 févr. 2025, n° 23MA01629, Sté CGV Services, CE, 5 févr. 2025, n° 491584, assoc. Sites et Monuments et a. : Lebon T. ; JCP A 2025, act. 85 ; JCP A 2025, 2079, concl. R. Victor)
- 2145 **À noter également** Christophe ROUX - L'impressionnisme de la théorie de la domanialité publique globale (CAA Versailles, 18 mars 2025, n° 23VE01451, Sté EQ Invest)
- 2146 **À noter également** Christophe ROUX - Pour le pire et pour le meilleur : le déclassement anticipé dans tous ses états (CAA Marseille, 14 mars 2025, n° 23MA03110, Sté Roxim management, CAA Nantes, 24 janv. 2025, n° 24NT00177 : JurisData n° 2025-002350, CAA Versailles, 7 févr. 2025, n° 23VE02063, CNRS)
- 2147 **À noter également** Philippe YOLKA - Circulation motorisée en milieu de montagne enneigé : les restrictions fondent - un peu plus - sous le soleil méridional (TA Marseille, ord., 26 févr. 2025, n° 2501654, X. et Sté Les 3 Evéchés)
- 2148 **À noter également** Philippe YOLKA - Le quai des prunes (CAA Marseille, 14 mars 2025, n° 24MA00320, A. et B. c/ Voies navigables de France)
- 2149 **À noter également** Paul-Maxence MURGUE-VAROCLIER - Échange de chemin rural : l'information du public avant tout ! (CAA Lyon, 20 mars 2025, n° 23LY02172, Cne Communay, C + : JurisData n° 2025-003427 ; JCP A 2025, act. 169)

Droits fondamentaux

page 23

- 2150 **Conclusions** Vivien BEAUJARD - Toute manifestation, même individuelle, doit-elle être déclarée ? (TA Paris, 11 avr. 2025, n° 2319225)

Fonctions publiques et RH

page 27

- 2151 **Étude** Rodolphe MESA - Le droit de se taire dans le contentieux disciplinaire des établissements publics d'enseignement
- 2152 **Commentaire** Didier JEAN-PIERRE - Le droit de se taire dans la fonction publique, une garantie neutralisable (CE, sect., 19 déc. 2024, n° 490157, M. O. : Lebon ; JCP A 2025, act. 3)

Responsabilité

page 37

- 2153 **Conclusions** Virginie RESTINO - Responsabilité - Usagers d'un logement appartenant à un office public d'HLM - compétence de la juridiction administrative (CAA Toulouse, 12 déc. 2024, n° 23TL00277, C+ : JCP A 2024, act. 63)